



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

## REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations  
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1993 B 14851

Numéro SIREN : 393 095 757

Nom ou dénomination : BNP PARIBAS MARTINIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 20/10/2016 sous le numéro de dépôt 104110

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 20-10-2016

N° DE DEPOT : 2016R104110

N° GESTION : 1993B14851

N° SIREN : 393095757

DENOMINATION : BNP PARIBAS MARTINIQUE

ADRESSE : 1 BLD HAUSSMANN 75009 PARIS

DATE D'ACTE : 05-10-2016

TYPE D'ACTE : Déclaration de conformité

NATURE D'ACTE :

## DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

### Les soussignés :

Monsieur Thierry FOUCAUD agissant en qualité de Directeur général de la société absorbante, BNP Paribas Martinique, société anonyme au capital de 13.829.320 euros, dont le siège social est 1 boulevard Haussmann – 75009 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 393 095 757 RCS Paris, habilité à signer la présente déclaration aux termes d'une délibération du conseil d'administration de la société absorbante en date du 25 aout 2016.

Et

Monsieur Bruno PETIT, agissant en qualité de Président de la société absorbée, BNP Paribas Guadeloupe, société anonyme au capital de 49.459.200 euros, dont le siège social est 1 boulevard Haussmann – 75009 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 395 059 447 RCS Paris, habilité à signer la présente déclaration aux termes d'une délibération du conseil d'administration de la société absorbée en date du 25 aout 2016.

### ONT PREALABLEMENT A LA DECLARATION DE CONFORMITE QUI VA SUIVRE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le projet étant né d'une fusion entre la société absorbante et la société absorbée, les dirigeants desdites sociétés ont, conformément aux dispositions de l'article R 236-1 du Code de commerce, établi un projet de fusion contenant notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, les dates d'arrêté des comptes des sociétés participant à la fusion utilisés pour établir les conditions de l'opération, la désignation et l'évaluation de l'ensemble de l'actif et du passif de la société absorbée devant être transmis à la société absorbante.

Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 14/10/2016 Bordereau n°2016/1 238 Case n°5

Ext 8905

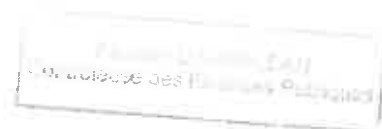
Enregistrement : 125 €

Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

La Contrôleuse des finances publiques u



*[Handwritten signature]*

Il est en outre précisé que la société absorbante ayant détenu, dans les conditions prévues par l'article L 236-11 du Code de commerce, la totalité des actions de la société absorbée, il n'y avait lieu ni à approbation de fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbée et de la société absorbante, ni à l'établissement des rapports prévus par les articles L 236-9 et L 236-10 du Code de commerce.

L'avis prévu par l'article R 236-2 du Code de commerce a été publié, au nom de la société absorbante et de la société absorbée, sur le site internet de chacune des deux sociétés concernées de façon continue pendant 30 jours depuis le 30 aout 2016 conformément aux dispositions de l'article R 236-2-1 du Code de commerce.

Le projet de fusion de la société absorbante a été mis à la disposition des associés de ladite société dans les conditions prévues par la loi.

La réalisation définitive de cette fusion a entraîné la dissolution immédiate, sans liquidation, de la société absorbée.

Le projet de fusion a été déposé au Greffe du tribunal de commerce de Paris commun aux deux sociétés, le 31 aout 2016

Aucune opposition de créancier n'a été reçue au siège de l'une ou l'autre des sociétés concernées par cette opération pendant la durée de cette opération.

Sont déposés au Greffe du tribunal de commerce de Paris, à l'appui de la présente déclaration de conformité :

- un exemplaire du procès-verbal du Conseil d'administration de BNP Paribas Martinique et BNP Paribas Guyane qui donne pouvoir pour la signature de la présente déclaration;
- une copie de l'agrément de la BCE.

Et ceci relaté, les soussignés affirment que la fusion de la société absorbante et de la société absorbée est intervenue en conformité de la loi et des règlements.

Fait à Fort de France  
Le 5 octobre 2016  
En six exemplaires originaux.



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 20-10-2016

N° DE DEPOT : 2016R104110

N° GESTION : 1993B14851

N° SIREN : 393095757

DENOMINATION : BNP PARIBAS MARTINIQUE

ADRESSE : 1 BLD HAUSSMANN 75009 PARIS

DATE D'ACTE : 05-10-2016

TYPE D'ACTE : Déclaration de conformité

NATURE D'ACTE :

## DECLARATION DE REGULARITE ET DE CONFORMITE

### Les soussignés :

Monsieur Thierry FOUCAUD agissant en qualité de Directeur général de la société absorbante, BNP Paribas Martinique, société anonyme au capital de 13.829.320 euros, dont le siège social est 1 boulevard Haussmann – 75009 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 393 095 757 RCS Paris, habilité à signer la présente déclaration aux termes d'une délibération du conseil d'administration de la société absorbante en date du 25 aout 2016.

Et

Monsieur Bruno PETIT, agissant en qualité de Président de la société absorbée, BNP Paribas Guyane, société anonyme au capital de 5.600.000 euros, dont le siège social est 2, place Victor Schoelcher – 97300 Cayenne, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 303 195 432 RCS Cayenne, habilité à signer la présente déclaration aux termes d'une délibération du conseil d'administration de la société absorbée en date du 25 aout 2016.

### ONT PREALABLEMENT A LA DECLARATION DE CONFORMITE QUI VA SUIVRE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le projet étant né d'une fusion entre la société absorbante et la société absorbée, les dirigeants desdites sociétés ont, conformément aux dispositions de l'article R 236-1 du Code de commerce, établi un projet de fusion contenant notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, les dates d'arrêté des comptes des sociétés participant à la fusion utilisés pour établir les conditions de l'opération, la désignation et l'évaluation de l'ensemble de l'actif et du passif de la société absorbée devant être transmis à la société absorbante.

Enregistré à : SIE PARIS 9EME OUEST

Le 14/10/2016 Bordereau n°2016/1 238 Case n°4

Ext 8904

Enregistrement : 125 € Pénalités :

Total liquidé : cent vingt-cinq euros

Montant reçu : cent vingt-cinq euros

La Contrôleur des finances publiques *em*



*W* *J*

Il est en outre précisé que la société absorbante ayant détenu, dans les conditions prévues par l'article L 236-11 du Code de commerce, la totalité des actions de la société absorbée, il n'y avait lieu ni à approbation de fusion par l'assemblée générale extraordinaire de la société absorbée et de la société absorbante, ni à l'établissement des rapports prévus par les articles L 236-9 et L 236-10 du Code de commerce.

L'avis prévu par l'article R 236-2 du Code de commerce a été publié, au nom de la société absorbante et de la société absorbée, sur le site internet de chacune des deux sociétés concernées de façon continue pendant 30 jours depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2016 conformément aux dispositions de l'article R 236-2-1 du Code de commerce.

Le projet de fusion de la société absorbante a été mis à la disposition des associés de ladite société dans les conditions prévues par la loi.

La réalisation définitive de cette fusion a entraîné la dissolution immédiate, sans liquidation, de la société absorbée.

Le projet de fusion a été déposé au Greffe du tribunal de commerce de Paris et au greffe du tribunal de commerce de Cayenne, le 1 septembre 2016.

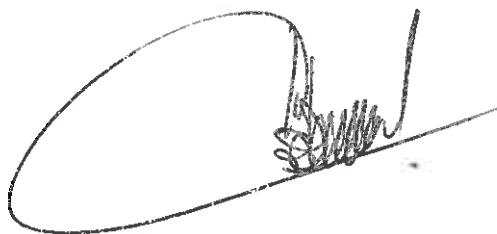
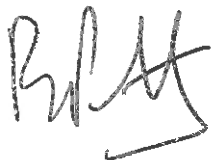
Aucune opposition de créancier n'a été reçue au siège de l'une ou l'autre des sociétés concernées par cette opération pendant la durée de cette opération.

Sont déposés au Greffe du tribunal de commerce de Paris, à l'appui de la présente déclaration de conformité :

- un exemplaire du procès-verbal du Conseil d'administration de BNP Paribas Martinique et BNP Paribas Guyane qui donne pouvoir pour la signature de la présente déclaration;
- une copie de l'agrément de la BCE.

Et ceci relaté, les soussignés affirment que la fusion de la société absorbante et de la société absorbée est intervenue en conformité de la loi et des règlements.

Fait à Fort de France  
Le 5 octobre 2016  
En six exemplaires originaux.



## DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 20-10-2016

N° DE DEPOT : 2016R104110

N° GESTION : 1993B14851

N° SIREN : 393095757

DENOMINATION : BNP PARIBAS MARTINIQUE

ADRESSE : 1 BLD HAUSSMANN 75009 PARIS

DATE D'ACTE : 25-08-2016

TYPE D'ACTE : Extrait de procès-verbal

NATURE D'ACTE : Délégation de pouvoir

## **BNP PARIBAS MARTINIQUE**

Société Anonyme au capital de 13.829.320 euros  
Siège Social : 1 boulevard Haussmann - 75009 PARIS  
393 095 757 R.C.S. PARIS



### **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

#### **Extrait du Procès-verbal de la séance du 25 aout 2016**

L'an deux mille seize, le 25 aout à 9 heures les membres du Conseil d'administration de BNP Paribas Martinique se sont réunis dans les locaux de BNP Paribas, 72 avenue des caraïbes, 97200 Fort de France, et 15 heures (heure de Paris) au 20 boulevard des Italiens – 75009 Paris sur convocation de leur Président.

#### **PRESENT**

MM. Bruno PETIT  
Thierry FOUCAUD  
Yves LELEU  
Philippe DELBOS

Président  
Administrateur Directeur Général  
Administrateur  
Administrateur

#### **REPRESENTE**

François DE GALBERT

Administrateur

#### **EXCUSES**

MM. Didier MASSON  
MAZARS  
Cabinet

Administrateur  
Commissaires aux comptes

#### **PARTICIPENT A LA SEANCE**

MM. Rodrigue CELLAMEN  
Alex SAINT ZEBY  
Laure PIRLET  
Deloitte et associés

Représentant du Comité d'entreprise  
Représentant du Comité d'entreprise  
Secrétaire du conseil  
Commissaires aux comptes

La moitié des administrateurs étant présents, le Président constate que le Conseil peut valablement délibérer et ouvre la séance.

---

(.....)

**Pouvoirs à l'effet de signer les déclarations de régularité et de conformité y afférentes.**

Sur proposition du Président, Le Conseil décide à l'unanimité de donner tous pouvoirs au Président et au Directeur Général, agissant ensemble ou séparément, en vue de la constatation de la levée de la condition suspensive et de la signature de toute déclaration de régularité et de conformité prévue par l'article L236-6 du Code de Commerce.

(.....)

Aucune autre question diverse n'étant évoquée, le Président remercie les participants de leur présence et lève la séance à 15h30 heure de Paris.

Le Président

Un Administrateur